



Ces morts mystérieux de la Ve République

Le conseiller de François Mitterrand François de Grossouvre a été retrouvé mort dans son bureau de l'Élysée en 1994 d'une balle dans la tête. La police conclut au suicide mais la famille n'y croit pas.

Outre l'affaire Robert Boulin, la Ve République est jalonnée de morts mystérieuses de politiques, fonctionnaires ou magistrats, donnant lieu à des feuilletons judiciaires parfois interminables.

Ces morts mystérieux de la Ve République

«*On meurt beaucoup et beaucoup trop mystérieusement sous la Ve République. Je n'aime pas ça.*» Cette phrase du sénateur de droite Pierre Marcellin, dans un texte publié par *Le Matin de Paris* du 29 octobre 1980, marquera les esprits. Il faut dire que les faits lui donnent raison : outre l'affaire Boulin, qui vient de ressurgir spectaculairement dans l'actualité française, la Ve République est en effet jonchée d'étranges cadavres : le juge Renaud (juillet 1975), Jean de Broglie (décembre 1976), Joseph Fontanet (février 1980)... Jusqu'à l'étrange suicide de René Lucet en 1982, ainsi que celui du «dernier mort de Mitterrand», François de Grossouvre, en 1994.

Lyon, 1975 : le juge Renaud est assassiné en bas de chez lui

Premier magistrat français assassiné depuis l'Occupation, François Renaud était connu pour ses méthodes musclées. Engagé contre la pègre lyonnaise (notamment le célèbre gang des Lyonnais dirigé par Edmond Vidal) et surnommé «le shérif», il est assassiné en bas de chez lui par plusieurs balles, dont une à bout portant, dans la nuit du 2 au 3 juillet 1975. Trois hommes cagoulés prirent alors la fuite. L'une des thèses pour expliquer son assassinat est politique. Le gang des Lyonnais, que le juge Renaud pourchassait avec vigueur, était en effet soupçonné du spectaculaire braquage des Postes de Strasbourg en 1971 (butin : 11 millions de francs de l'époque). Une partie de l'argent aurait servi à financer les caisses noires de l'UDR via le SAC (une thèse que reprend le fils du juge défunt, Francis Renaud, dans un livre paru en 2011). Peu avant la mort du «shérif», le substitut du procureur de Lyon, François Colcombet, déclarait, lors de l'émission *Les Dossiers de l'écran* du 7 mai 1974 : «*Nous espérons ne pas avoir à découvrir que le hold-up de Strasbourg a servi à remplir les caisses d'une organisation politique.*» En fin de compte, après dix-sept ans d'enquête, une ordonnance de non-lieu est signée le 17 septembre 1992, et la prescription est prononcée en 2004.



Paris, 1976 : le prince de Broglie est exécuté d'une balle dans la nuque

Le 24 décembre 1976, le prince Jean de Broglie, ancien ministre sous de Gaulle et député de l'Eure, est exécuté froidement d'une balle de revolver dans la nuque en sortant du domicile de son conseiller juridique Pierre de Varga. Le ministère de l'Intérieur conclut à une sombre affaire financière : Pierre de Varga aurait commandité l'assassinat auprès de Gérard Frêche, un petit truand, parce qu'il avait emprunté 4 millions de francs au prince pour acheter un restaurant. L'inspecteur principal, Guy Simoné, est lui accusé de complicité. Condamné à dix ans de prison, ce dernier clame toujours son innocence et affirme que de Broglie était mouillé dans un trafic d'armes et que «*cela gênait beaucoup de monde*». Il accuse les plus hautes autorités de l'Etat de n'avoir rien fait alors qu'il avait alerté sa hiérarchie du projet d'assassinat.

En 1980, *le Canard enchaîné* révèle, documents à l'appui, que la police avait suivi les principaux protagonistes de cette affaire et que ces filatures s'étaient arrêtées une quinzaine de jours avant l'assassinat. Pourquoi ? Aucune réponse n'a été apportée à cette question.

1980 : le mystérieux assassinat de Joseph Fontanet

Pas de témoins, pas de pistes: la mort de Joseph Fontanet n'a jamais été élucidée. Pourtant, elle frappe l'opinion, qui apprend le 2 février 1980, que cet ancien ministre de la Santé sous Pompidou en 1962, puis du Travail sous Chaban-Delmas en 1969, a été assassiné par balle, la veille sur le trottoir devant son domicile du XVI^e arrondissement de Paris. C'est le troisième ministre ou ex-ministre qui meurt dans des circonstances violentes ou troubles pendant le septennat Giscard d'Estaing après Jean de Broglie et Robert Boulin. Qui pouvait en vouloir à cet homme à l'intégrité unanimement reconnue, retiré de la vie politique depuis quelques années? Seule certitude, le tireur était en voiture. Faute de pistes, les hypothèses les plus diverses circulent. La police écarte les revendications de mystérieuses Brigades autonomes révolutionnaires. Le meurtre serait-il lié à un scandale impliquant le casino d'Annecy et le financement d'un gros projet immobilier par la SODEREC (la branche immobilière du groupe Crédit Mutuel), à la tête de laquelle Fontanet opère, comme l'évoque un journal? Vengeance privée, automobiliste fou? La police conclura que Joseph Fontanet a été la victime innocente d'un gang de voyous mais n'obtiendra aucun aveu. A ce jour, le mystère reste entier

Marseille, 1982 : le troublant suicide de René Lucet

Le matin du 4 mars 1982, à Marseille, on trouve René Lucet, 38 ans, mort de deux balles dans la tête. Thèse officielle: le suicide (alors qu'il apparaît très vite que les deux balles ont été tirées exactement au même endroit). Comme le raconta en 2000 à *Libération* le Dr Raymond Martin, médecin légiste qui pratiqua l'autopsie: «*Les lésions au cerveau provoquées par le premier projectile excluent la possibilité d'en tirer un second, surtout dans l'oreille: il faut suffisamment de conscience et de présence d'esprit pour appuyer à nouveau sur la détente*». Le même article raconte qu'avec le professeur Chodkiewicz, neurochirurgien, le docteur Martin, membre d'une association de tir, a testé une arme similaire sur son terrain et a «*constaté un tel recul au tir qu'il est impossible de réajuster le canon dans le conduit auditif*». Dans son rapport, le légiste a manifesté son désaccord avec la thèse officielle, sans être vraiment écouté : «*Le juge ne m'a jamais téléphoné pour en savoir plus, ni convoqué à la reconstitution. Evidemment, mes conclusions sur la mort de Lucet impliquaient un deuxième larron.*» Celui-ci n'a jamais été recherché.

"Le plus grand ennemi de la connaissance n'est pas l'ignorance, c'est l'illusion de la connaissance"
"La liberté d'expression s'arrête là où commence la vérité qui dérange"



Investigations

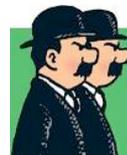
Le très remuant directeur de la CPAM des Bouches-du-Rhône sortait d'une période professionnelle tumultueuse : il venait tout juste d'être suspendu de ses fonctions par la ministre de la Solidarité nationale de l'époque, Nicole Questiaux. On lui reprochait une gestion «très personnelle» de la CPAM. Le conflit était avant tout politico-financier. René Lucet, très marqué à droite, avait, au prix d'un affrontement musclé avec les syndicats, notamment la CGT, contribué à assainir les finances de la caisse primaire, en mettant fin à une délégation de service public dont avait bénéficié en 1979 une mutuelle proche de la CGT. Peu avant sa mort, ce gaulliste revendiqué avait accusé la CGT, le PC et Nicole Questiaux de «vouloir sa peau».

Mais plus l'enquête avance, plus on apprend des éléments troublants sur Lucet. Une enquête diligentée par l'Igas dévoile en effet ses méthodes de gestion peu orthodoxes : il avait la fâcheuse tendance d'éviter les appels d'offres lors de l'attribution de marchés, favorisant, du coup, certaines entreprises. Comme la Coopérative d'entreprise générale du Midi (CEGM), qui comptait parmi ses administrateurs Dominique Venturi, plus connu sous le nom de Nick Venturi : l'un des derniers parrains corso-marseillais, ancien proche de Gaston Defferre, bref un homme sulfureux, qui avait toutefois ses entrées à l'Hôtel de Ville. On découvrira ensuite que Nick Venturi avait vendu à René Lucet sa splendide villa marseillaise à un prix défiant toute concurrence (1,5 million d'euros, alors qu'elle était estimée à 3 millions). Plus tard, Nick Venturi a comparu et été condamné dans un procès de fausses factures.

1994, Paris : le suicide non élucidé de François de Grossouvre

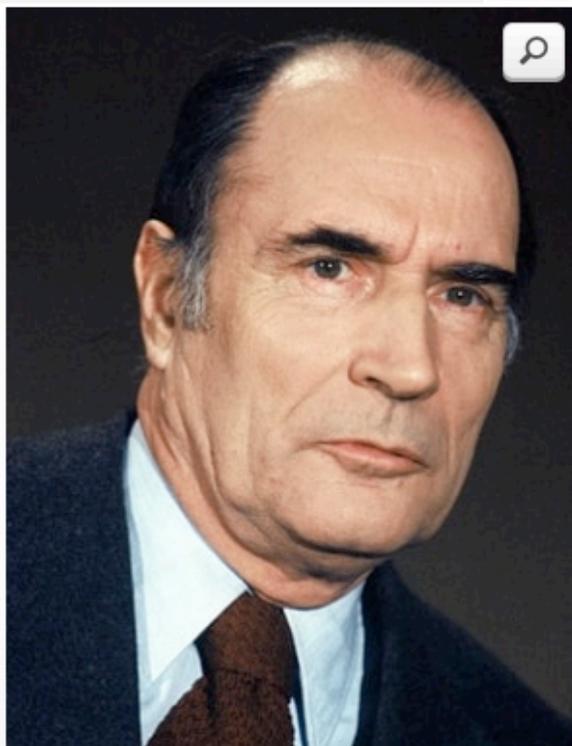
Le 7 avril 1994, en début de soirée, François de Grossouvre, conseiller spécial de François Mitterrand, est retrouvé mort dans son bureau de l'Élysée. À côté de lui, un pistolet 357 Magnum. Aussitôt, la police conclut au suicide : l'industriel lyonnais et ami intime du président se sentait mis à l'écart avant sa mort. C'est aussi la version retenue par la journaliste Raphaëlle Bacqué dans son livre-enquête paru en 2010, *Le Dernier Mort de Mitterrand*, et qui y dépeint un homme admirateur «*fou*» de Mitterrand mais qui l'avait trahi par jalousie. Le président l'aurait alors écarté et il en aurait trop souffert. Mais sa famille ne croit pas à cette version. Pour ses proches, François de Grossouvre a pu être éliminé parce qu'il était devenu gênant : il savait beaucoup trop de choses (il connaissait l'existence de Mazarine, dont il était le parrain) et comptait écrire ses Mémoires. La famille se pose d'autant plus de questions qu'il n'y a pas eu d'expertise balistique ni d'analyse.

"Le plus grand ennemi de la connaissance n'est pas l'ignorance, c'est l'illusion de la connaissance"
"La liberté d'expression s'arrête là où commence la vérité qui dérange"



< Les pires rumeurs de la Ve République

François Mitterrand : ses fidèles, "assassins d'un écrivain trop bavard"



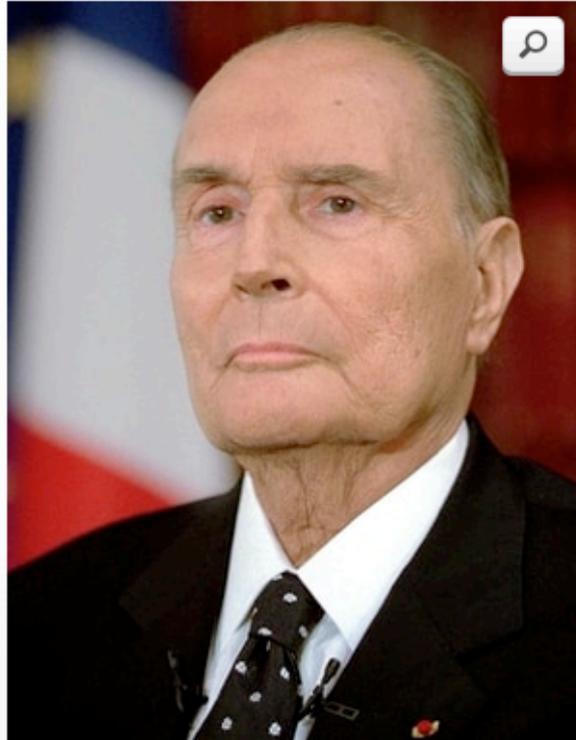
L'ex-Président François Mitterrand, décédé en 1996. © BOCCON-GIBOD/SIPA

Pour certains, l'accident de vélo fatal à Jean-Edern Hallier, l'ex-directeur de la revue littéraire d'avant-garde *Tel Quel*, à Deauville, en janvier 1997, a été orchestré par des fidèles de Mitterrand - alors décédé depuis un an. **Gênant, le polémiste provocateur avait menacé de tout révéler de la vie cachée du Président et notamment de publier un "brûlot" sur Mazarine.** Ainsi que la nature des persécutions que lui auraient fait subir les "sbires du président" pour qu'il se taise. Une théorie du complot qui subsiste 20 ans plus tard. En tapant les noms et prénoms de l'écrivain sur Google, les premières suggestions font froid dans le dos : "pas de témoin. Pas d'autopsie" ; "la mise à mort de Jean-Edern Hallier", etc. Si sa famille a saisi la justice, cette dernière n'a pas donné suite et rien n'est jamais venu étayer la théorie du crime



< Les pires rumeurs de la Ve République

François Mitterrand et René Bousquet



François Mitterrand. © LIONEL CIRONNEAU/AP/SIPA

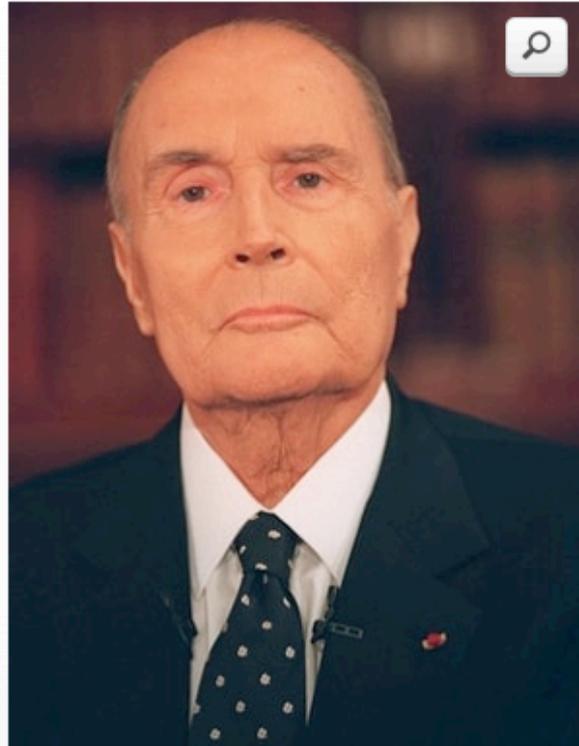
Une rumeur des Années Mitterrand veut que des liens d'amitié aient uni le futur président de la République et René Bousquet l'ancien chef de la police de Vichy, qui arrêtait les juifs pendant la guerre. Cette rumeur est vraie. **L'amitié de François Mitterrand avec le responsable français de la rafle du Vel d'Hiv a duré plusieurs décennies, et était bien réelle.** L'historien Serge Klarsfeld, président des Fils et Filles des déportés juifs de France, précise dans le livre d'Alexandre Duyck, à l'issue d'un entretien, que François Mitterrand a fait en sorte de retarder une procédure judiciaire lancée par Klarsfeld à l'égard de Bousquet. Bousquet sera finalement condamné en France pour crimes contre l'humanité en 1991.

"Le plus grand ennemi de la connaissance n'est pas l'ignorance, c'est l'illusion de la connaissance"
"La liberté d'expression s'arrête là où commence la vérité qui dérange"



< Les pires rumeurs de la Ve République

François Mitterrand et la "francisque de Pétain"



L'ex-Président François Mitterrand.
© LIONEL CIRONNEAU/AP/SIPA

En 1965, en pleine campagne présidentielle, une photo accablante pour Mitterrand circule au sein des milieux gaullistes. Sur ce cliché pris à Vichy en octobre 1942, on le distingue, à 25 ans, accompagné d'autres ex-prisonniers de guerre, face au Maréchal Pétain : la rumeur veut que cette image représente la remise de la francisque à Mitterrand. Or cette décoration remise par le régime de Vichy l'était en signe d'estime spéciale. **Mitterrand expliquera : "(...) Pétain nous a reçus au même titre que les représentants d'autres associations à but social (...) qu'il savait hostiles ou réticents, ce qui expliquait sans doute son initiative"** ("François Mitterrand", Michel Winock, 2015). S'il a bien été pétainiste au départ, et qu'il a effectivement reçu la francisque, Mitterrand a été résistant dans la deuxième partie de la guerre